

également d'agir trop précipitamment pour accorder sa confiance aux nouvelles autorités et les faire bénéficier de l'acceptation politique. Les instances dirigeantes de l'Ouest n'ont pas été assez fortes ni assez cohérentes pour suivre dans tous les cas une ligne directrice commune, ce qui est primordial pour dissiper les différences entre les intérêts nationaux ou harmoniser les sentiments publics.

Malheureusement, le Canada et l'Allemagne ont choisi de faire cavalier seul, parmi les pays occidentaux, en réclamant unilatéralement la reconnaissance de l'Ukraine, ainsi que de la Croatie et de la Slovénie, respectivement. À leur décharge, les gouvernements canadien et allemand ont bien souligné qu'en reconnaissant un État, on n'approuve pas nécessairement de ce fait la conduite de ses dirigeants; ils croient en outre qu'ils seront mieux à même d'exercer une influence en établissant et en entretenant des relations diplomatiques avec les nouveaux États et en coopérant concrètement avec eux. On est par ailleurs justifié de se demander si la reconnaissance diplomatique peut effectivement être employée, même par la majorité des États agissant de concert, pour garantir, de la part d'un nouvel État, le respect des frontières, des droits de la personne ou des minorités, ou des engagements pris au chapitre de la limitation des armements. Vu la conjoncture différente qui existait alors, l'empressement du Canada à reconnaître l'Ukraine a eu des conséquences beaucoup moins graves que la décision allemande de reconnaître la Croatie et la Slovénie, malgré les conseils de l'ONU et des «agents de la paix» qui cherchaient à fonctionner au milieu d'une guerre tentaculaire et embrouillée. La collectivité internationale savait depuis longtemps que la Yougoslavie d'autrefois ne survivrait pas, mais les mesures prises pour reconnaître les nouveaux pays ont compliqué la tâche de ceux qui oeuvraient pour mettre un terme aux hostilités, et suscité le faux espoir de voir des forces extérieures intervenir aux côtés d'un des deux camps.

Il est à espérer que ces cas ne vont pas devenir des précédents illustrant que les tactiques employées par les gouvernements et les mouvements sécessionnistes pour semer la division peuvent réussir, et annonçant le retour à des interventions extérieures sélectives et incendiaires dans les nombreuses situations explosives risquant de surgir dans l'ancienne Union soviétique et dans les parties centrale et orientale de l'Europe. Pour ce qui est d'accepter le changement politique, même une démarche exigeante et conservatrice à l'excès sera préférable à toute formule qui ferait renaître les jeux politiques dangereux et fatals d'autrefois, quand des conflits locaux inévitables ont dégénéré au-delà de toute prévision par suite d'une intervention extérieure.